

Pankaj Mishra

Le monde après Gaza

TRADUIT DE L'ANGLAIS
PAR DAVID FAUQUEMBERG

ÉDITIONS ZULMA
Paris • Veules-les-Roses

Titre original :
THE WORLD AFTER GAZA

© Pankaj Mishra, 2025.
© Zulma, 2025, pour la traduction française.

Couverture : David Pearson.

www.zulma.fr

À PalFest et JVP, deux phares

Nous aussi nous sommes éblouis par le pouvoir et par l'argent, à en oublier notre fragilité essentielle : à en oublier que nous sommes tous dans le ghetto, que le ghetto est clôturé, qu'au-delà de la clôture se tiennent les seigneurs de la mort, et que non loin de là le train nous attend.

PRIMO LEVI

S'il y a lieu de fonder la solidarité de l'humanité sur quelque chose de plus solide que la crainte justifiée à l'égard des potentialités démoniaques de l'homme, si du nouveau voisinage universel de tous les pays doit résulter quelque chose de plus prometteur qu'un terrible accroissement de la haine mutuelle et qu'une irascibilité à peu près universelle de chacun à l'égard de tous, alors doivent s'établir, à grande échelle, un processus de compréhension mutuelle et une croissante lucidité critique envers soi-même.

HANNAH ARENDT

Sommaire

Prologue	13
Première partie : Les au-delà de la Shoah	
Israël et l'inguérissable offense	35
Deuxième partie : Se souvenir de se souvenir de la Shoah	
Allemagne : de l'antisémitisme au philosémitisme	121
Américaniser l'Holocauste	151
Troisième partie : Par-delà la ligne de couleur	
Les récits contradictoires de la Shoah, de l'esclavage et du colonialisme	195
Concessionnaires d'atrocités et politique identitaire	231
Épilogue : De l'espoir en des temps sombres	267
Notes	275
Bibliographie sélective	285

Prologue

Pensez à la démesure dans la brutalité, la cruauté et le mensonge qui a actuellement le droit de s'étaler dans le monde civilisé. Croyez-vous réellement qu'une poignée d'ambitieux et de séducteurs sans conscience auraient réussi à déchaîner tous ces esprits malins si les millions qui se laissent mener n'étaient complices ?

SIGMUND FREUD

Le 19 avril 1943, quelques centaines de jeunes Juifs prisonniers du ghetto de Varsovie prirent toutes les armes qu'ils purent trouver et se soulevèrent contre leurs oppresseurs nazis. La plupart des Juifs du ghetto avaient d'ores et déjà été déportés vers des camps d'extermination. C'est pour leur dignité que les insurgés se battaient, comme le rappellerait plus tard l'un de leurs commandants, Marek Edelman : « En fin de compte, il s'agissait de ne pas les laisser nous massacrer quand notre tour viendrait. De choisir, simplement, la manière de mourir. »

Après quatre semaines de combats désespérés, l'insurrection est écrasée. Tous les résistants ou presque ont péri. Une partie de ceux qui survivent encore au dernier jour du soulèvement se suicident dans leur bunker de commandement, alors que les nazis commençaient à y injecter du gaz ; seule une poignée d'entre eux parviennent à s'enfuir par les égouts. Les soldats allemands incendient alors le ghetto, maison par

maison, débusquant les survivants à coups de lance-flammes.

Le poète polonais Czesław Miłosz se souviendrait par la suite des hurlements qu'il avait entendus, parvenant du ghetto, « par une belle nuit calme, une nuit campagnarde dans les faubourgs de Varsovie » :

Ces cris nous donnaient la chair de poule. C'étaient les cris de milliers de personnes que l'on assassinait. Ils voyageaient à travers les espaces silencieux de la ville dans l'éclat rouge des incendies, sous les étoiles indifférentes, jusqu'au silence bienveillant de jardins où des plantes produisaient laborieusement de l'oxygène, où l'air était parfumé, où un homme se disait qu'il était bon d'être en vie. Il y avait quelque chose de particulièrement cruel dans la paix de cette nuit, sa beauté vous frappant le cœur en même temps que les crimes des hommes. Nous ne nous regardions pas dans les yeux.

Dans un poème écrit à Varsovie durant l'occupation, « Campo dei fiori », Miłosz évoque le manège, à côté des murs du ghetto, qui fait tourner les gens dans le ciel à travers la fumée des cadavres, et dont « l'allègre musique » couvre ces cris d'agonie et de désespoir. En vivant à Berkeley, en Californie, alors que l'armée américaine bombardait et tuait des centaines de milliers de Vietnamiens, atrocité qu'il comparera aux crimes d'Hitler et de Staline, Miłosz fera de nouveau l'expérience de cette complicité honteuse avec la barbarie la plus extrême. « Si nous sommes à la fois capables de compassion et impuissants, écrira-t-il, alors nous vivons dans un état d'exaspération désespérée. »

L'anéantissement de Gaza par Israël, avec le soutien matériel des démocraties occidentales, a infligé pendant des mois cette épreuve psychologique à des millions de personnes – autant

de témoins malgré eux d'un acte incarnant le mal politique, qui s'autorisaient parfois à se dire qu'il était bon de vivre, puis entendaient les cris d'une mère assistant impuissante à la mort de sa fille, brûlée vive dans une énième école bombardée par Israël.

La Shoah a marqué plusieurs générations de Juifs ; en 1948, les Israéliens juifs ont vécu la naissance de leur État-nation comme une question de vie ou de mort, expérience renouvelée en 1967 et en 1973 lorsqu'ils seront confrontés à la rhétorique annihilatrice de leurs ennemis arabes. Aux yeux d'une grande partie des Juifs qui ont grandi en sachant que la population juive d'Europe avait été presque entièrement anéantie, sans autre raison que le simple fait d'être juive, le monde ne peut que paraître fragile. Les massacres et la prise d'otages perpétrés en Israël le 7 octobre 2023 par le Hamas et d'autres groupes palestiniens ont ravivé la peur d'un nouvel Holocauste.

Mais d'emblée, il était évident que les dirigeants israéliens les plus fanatiques de l'histoire n'hésiteraient pas un instant à exploiter le sentiment de violation, de deuil et d'horreur qui prévalait alors. Les autorités israéliennes revendiquèrent leur droit à la légitime défense contre le Hamas, mais comme l'a reconnu en août 2024 Omer Bartov, éminent historien de l'Holocauste, elles cherchèrent dès le départ à « rendre inhabitable toute la bande de Gaza et à tant affaiblir sa population que celle-ci disparaîtrait ou chercherait par tous les moyens à fuir le territoire ». Par conséquent, au cours des mois qui suivirent le 7 octobre, des milliards d'êtres humains assistèrent à un assaut démesuré contre Gaza dont les victimes, pour citer Blinne Ní Ghrálaigh, avocate irlandaise représentant les procédures lancées par l'Afrique du Sud devant la

Cour internationale de justice à La Haye, « diffusaient leur propre destruction en temps réel dans l'espoir désespéré, vain jusqu'ici, que le monde fasse quelque chose ».

Le monde, ou plus spécifiquement l'Occident, n'a rien fait. Derrière les murs du ghetto de Varsovie, Marek Edelman avait « terriblement peur » que « personne dans le monde ne remarque quoi que ce soit » et que « rien, pas un message nous concernant, ne parvienne jamais à sortir ». Ce ne fut pas le cas à Gaza, où les victimes ont annoncé leur mort sur les médias numériques quelques heures avant d'être exécutées, tandis que leurs assassins diffusaient gaiement leurs actes sur TikTok. Pourtant, cette liquidation de Gaza retransmise en direct était quotidiennement occultée, voire niée, par les instruments de l'hégémonie militaire et culturelle occidentale : des dirigeants des États-Unis et de la Grande-Bretagne prenant à partie la Cour pénale internationale et la Cour internationale de justice aux rédacteurs en chef du *New York Times* donnant l'instruction à leurs journalistes, dans une note interne, d'éviter les termes « camps de réfugiés », « territoire occupé » et « nettoyage ethnique ».

Chaque jour était désormais empoisonné par la conscience que, pendant que nous vaquions à nos affaires, des centaines de personnes ordinaires étaient assassinées, ou forcées d'assister au meurtre de leurs enfants. Les appels lancés par des habitants de Gaza, souvent des écrivains et des journalistes connus, avertissant qu'eux-mêmes et leurs proches étaient sur le point d'être tués, suivis par l'annonce de leur mort, exacerbaient encore l'humiliation de cette impuissance physique et politique. Ceux que la culpabilité de cette vaine implication poussait à scruter le visage de Joe Biden en quête d'un peu de compassion, d'un signe que ce carnage allait s'arrêter, y trouvaient au contraire une dureté étrangement lisse, que

seul un sourire nerveux venait rompre quand, reprenant à son compte les mensonges israéliens, il lâchait que les Palestiniens avaient décapité des bébés juifs. Les espoirs légitimes suscités par telle ou telle résolution des Nations unies, par les appels éperdus des ONG humanitaires, par les condamnations de la Cour internationale de justice et par le remplacement de dernière minute de Biden en tant que candidat à l'élection présidentielle américaine ont tous été brutalement anéantis.

À la fin de l'année 2024, bien des personnes vivant pourtant à mille lieues des champs de la mort de Gaza avaient la sensation – indirecte, bien sûr, mais elles la ressentaient quand même – d'avoir été traînées de force à travers un paysage sans fin de malheur et d'échec, d'angoisse et d'épuisement. Un tel impact émotionnel peut paraître exagéré, s'agissant de simples spectateurs. Mais l'effet d'une simple photographie prise à Gaza, où un père tenait dans ses bras le cadavre décapité de son enfant, est l'équivalent contemporain du choc et de l'indignation provoqués, lorsqu'il fut dévoilé, par le *Guernica* de Picasso, avec ses chevaux et ses humains qui hurlaient tandis qu'on les assassinait depuis le ciel.

La guerre finira tôt ou tard par appartenir au passé, et le temps aplanira peut-être cette vertigineuse montagne d'horreurs. Mais les traces de la catastrophe marqueront Gaza pendant des décennies : dans les corps blessés, les enfants orphelins, les décombres de ses villes, les populations sans abri, dans l'omniprésence et la conscience lancinante d'un deuil de masse. Et ceux qui ont assisté de loin, impuissants, au massacre et à la mutilation de dizaines de milliers d'êtres humains sur cette étroite bande côtière, et ont été témoins, aussi, des applaudissements des puissants ou de leur indiffé-

rence, vivront avec une blessure intime, un traumatisme qui mettra des années à s'estomper.

Le débat sur la manière dont il faut qualifier la violence d'Israël – légitime défense et guerre juste dans un environnement urbain difficile, ou nettoyage ethnique et crimes contre l'humanité – ne sera jamais tranché. Il n'est pas difficile, cependant, de reconnaître dans la constellation des infractions légales et morales commises par Israël les signes de l'atrocité ultime : la détermination franche et systématique des dirigeants israéliens à éradiquer Gaza ; leur approbation implicite par une opinion publique déplorant l'insuffisance des représailles exercées par l'armée israélienne à Gaza ; leur propension à présenter leurs victimes comme l'incarnation d'un mal irréconciliable ; le fait que la plupart de ces victimes étaient totalement innocentes, et qu'une grande proportion d'entre elles étaient des femmes et des enfants ; l'ampleur de la dévastation, proportionnellement plus grande que celle des bombardements alliés sur l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale ; le rythme des massacres, remplissant des fosses communes partout à Gaza, et les méthodes déployées, sinistrement impersonnelles (s'en remettant à des algorithmes IA) et personnelles (snipers abattant des enfants en leur tirant dans la tête, souvent à deux reprises) ; le refus de laisser passer nourriture et médicaments ; les broches métalliques incandescentes enfoncées dans le rectum de prisonniers entièrement nus ; la destruction d'écoles, d'universités, de musées, d'églises, de mosquées et même de cimetières ; le mal puéril incarné par ces soldats de Tsahal dansant vêtus de la lingerie de femmes palestiniennes mortes ou contraintes de prendre la fuite ; la popularité en Israël de ce type d'infodivertissement à la TikTok ; et l'exécution planifiée des journalistes couvrant depuis Gaza l'anéantissement

de leur propre peuple.

Une telle cruauté accompagnant un massacre à l'échelle industrielle n'est bien sûr pas sans précédent. Depuis des décennies, la Shoah a servi de mètre étalon au mal humain. La mesure dans laquelle les gens l'identifient comme telle et s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour combattre l'antisémitisme sert, en Occident, à évaluer leur degré de civilisation. Reste que, pendant ces années où la communauté juive d'Europe fut exterminée, bien des consciences étaient dévoyées ou étouffées. Une bonne partie des Gentils européens apportèrent leur concours, avec zèle souvent, à l'assaut nazi contre les Juifs, et la nouvelle même de leur extermination massive fut accueillie avec scepticisme et indifférence en Occident, tout particulièrement aux États-Unis. En février 1944, George Orwell remarquait encore que les articles faisant état d'atrocités commises à l'encontre des Juifs « rebondissaient sur les consciences tels des petits pois sur un casque d'acier ». Même après la révélation des crimes nazis, les dirigeants occidentaux refusèrent pendant des années d'accueillir en grand nombre les réfugiés juifs. Par la suite, les souffrances des Juifs furent ignorées et censurées. Dans le même temps, l'Allemagne de l'Ouest, pourtant loin d'être dénazifiée à l'époque, recevait une absolution à moindres frais de la part des puissances occidentales, soucieuses de l'enrôler dans la guerre froide contre le communisme soviétique.

Ces événements, qui ont eu lieu de mémoire d'homme, sapèrent ce qui est tout à la fois le principe fondamental des traditions religieuses et celui des Lumières laïques : celui qui postule que les êtres humains ont une nature fondamentalement « morale ». La suspicion corrosive que ce n'est pas le cas est aujourd'hui largement répandue. Bien d'autres gens

ont assisté, depuis, à des morts et des mutilations sous des régimes caractérisés par l'insensibilité, la pusillanimité et la censure ; ces témoins se rendent compte avec sidération que tout est possible, que se souvenir des atrocités passées ne garantit en rien qu'on ne les répétera pas dans le présent, et que les fondements du droit international et de la moralité sont tout sauf solides.

Il s'est passé bien des choses dans le monde ces dernières années : des catastrophes naturelles, des krachs boursiers, des séismes politiques, une pandémie planétaire, des guerres de conquête et de vengeance. Mais aucun désastre n'est comparable à ce qui se passe à Gaza – rien ne nous a accablés d'un tel intolérable fardeau de chagrin, d'incompréhension et de mauvaise conscience. Rien n'a mis en évidence de manière si honteuse notre manque de passion et d'indignation, notre étroitesse d'esprit et la faiblesse de notre réflexion. Toute une génération de jeunes Occidentaux se sont retrouvés précipités, moralement, dans l'âge adulte par les paroles et les actes (ou l'inaction) de leurs aînés politiciens et journalistes, contraints qu'ils étaient de digérer et d'encaisser, quasiment seuls, des actes de sauvagerie perpétrés avec le soutien des démocraties les plus riches et les plus puissantes de la planète.

Les hommes politiques et journalistes occidentaux constituaient à leurs yeux de macabres énigmes, la malveillance et la cruauté obstinées de Biden à l'encontre des Palestiniens n'étant pas la moindre. Il eût été facile pour les dirigeants occidentaux de refuser leur soutien inconditionnel à un régime extrémiste en Israël, tout en reconnaissant la nécessité de traquer et de traduire en justice les coupables des crimes de guerre commis le 7 octobre. Mais alors, pourquoi Biden a-t-il affirmé à plusieurs reprises avoir vu des vidéos

d'atrocités qui n'existent pas ? Pourquoi l'actuel Premier ministre travailliste du Royaume-Uni Keir Starmer, ancien avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme, a-t-il déclaré qu'Israël « avait le droit de priver [les Palestiniens] d'eau et d'électricité », et sanctionné, au sein de son parti, ceux qui appelaient à un cessez-le-feu ? Qu'est-ce qui a pu pousser Jürgen Habermas, éloquent champion des Lumières occidentales, à se précipiter ainsi à la défense de purificateurs ethniques avérés ? Comment *The Atlantic*, l'une des plus anciennes revues américaines, a-t-elle pu affirmer, après le massacre de près de huit mille enfants à Gaza, qu'il « [était] possible de tuer légalement des enfants » ? Qu'est-ce qui explique le recours à la voix passive dans les grands médias occidentaux lorsqu'ils rapportent les atrocités israéliennes, avec cette conséquence qu'il est plus difficile de saisir qui fait quoi à qui, et dans quelles circonstances (en témoigne ce titre d'un article publié sur le site Internet de la BBC, évoquant des soldats israéliens qui avaient lâché leur chien d'attaque sur un Palestinien handicapé : « La mort solitaire d'un homme souffrant du syndrome de Down à Gaza ») ? Pourquoi des milliardaires américains ont-ils lancé des campagnes de dénigrement contre ceux qui manifestaient sur les campus des universités, et contribué à déclencher une répression impitoyable à leur rencontre ? Pourquoi, du simple fait d'avoir apparemment défié un consensus pro-Israël, des universitaires et des journalistes ont-ils été licenciés, des artistes et des penseurs bannis de plateformes numériques, tandis que des jeunes se voyaient refuser des emplois ? Pourquoi, dans le même temps qu'il protégeait et défendait les Ukrainiens face à une offensive cruelle, l'Occident a-t-il si ostensiblement exclu les Palestiniens de la communauté des obligations et responsabilités humaines ?

Pour bon nombre de personnes partout dans le monde, les réponses à ces questions ne peuvent qu'être teintées d'une amertume raciale qui couve depuis longtemps. La Palestine, comme Orwell le faisait remarquer en 1945, est « une question de couleur de peau ». Point de vue inévitablement partagé par Gandhi qui, bien que favorable à la revendication d'un foyer national juif, plaida auprès des dirigeants sionistes pour qu'ils n'aient pas recours au terrorisme contre les Arabes. Presque toutes les nations postcoloniales refusèrent de reconnaître l'État d'Israël. L'Inde, la Chine et l'Indonésie figuraient parmi les pays qui en 1975, votèrent en faveur d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies dénonçant le sionisme comme une « forme de racisme et de discrimination raciale ». C'est ce sentiment d'inégalités raciales non résolues qui poussa Nelson Mandela à proclamer que la liberté des Sud-Africains après la fin de l'apartheid demeurerait « incomplète sans la liberté des Palestiniens ». Ces mêmes inégalités qui incitaient encore récemment la NAACP, vaste organisation américaine de défense des droits civiques tout sauf marginale, à s'autoriser une rare incursion dans le domaine de la politique étrangère, en joignant sa voix à celles des principaux leaders religieux africains-américains pour exhorter Biden à mettre un terme à l'aide militaire américaine à Israël.

Depuis des décennies déjà, le clivage racial autour de la question palestinienne se manifeste de manière particulièrement frappante dans les relations entre Noirs et Juifs aux États-Unis. À l'occasion des primaires de 2024 en vue des élections au Congrès, des groupes d'intérêts affiliés à l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), très influent lobby pro-israélien, dépensèrent ainsi plus de 25 millions de

dollars pour sceller la défaite des représentants démocrates Jamaal Bowman et Cori Bush. La principale transgression de ces progressistes africains-américains, aux yeux de leurs ennemis, était d'avoir profané ce que James Baldwin appelait jadis le « pieux silence » autour du comportement d'Israël. Lequel Baldwin avait lui-même eu l'audace d'affirmer qu'Israël, qui vendait des armes au régime de l'apartheid en Afrique du Sud, n'incarnait pas la démocratie mais la suprématie blanche. Il avait par ailleurs fait remarquer, en 1967, que la souffrance du peuple juif « [était] reconnue comme faisant partie de l'histoire morale du monde » mais « ce n'[était] pas le cas des Noirs ». « L'histoire noire, elle, a été dévastée, calomniée et méprisée, accusait-il. Le Juif est un homme blanc, et quand des hommes blancs se soulèvent contre l'oppression, ce sont des héros : lorsque des hommes noirs se soulèvent, on considère qu'ils sont retombés à l'état sauvage. Le soulèvement du ghetto de Varsovie n'a pas été qualifié d'émeute, ni les participants traités de voyous » (*Retour dans l'œil du cyclone*).

Baldwin abrégait quelque peu une longue expérience historique : le Juif n'est pas à strictement parler un homme blanc, et les autres hommes blancs ne l'ont guère considéré comme tel par le passé. Une grande partie de la population israélienne est d'ailleurs composée de Juifs originaires du Proche et du Moyen-Orient. Il n'en reste pas moins qu'en 2024, bien plus de gens l'associent immédiatement aux nations occidentales à majorité blanche (et fondées sur le « majoritarisme »). Des milliards de non-Occidentaux ont été furieusement politisés ces dernières années par la désastreuse « guerre contre la terreur » menée par l'Occident, qui a montré, à travers la dévastation et le pillage d'une grande partie de l'Asie du Sud, du Proche et du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, les assassinats par drones et la création d'un goulag

en pleine Caraïbe, avec quelle facilité les corps noirs et bruns pouvaient être capturés, brisés et détruits au mépris de toutes les normes et lois de la guerre. Aux yeux de tous ces gens, le refus occidental de fournir aux pays pauvres les technologies nécessaires pour fabriquer leurs propres vaccins contre le COVID-19, tout en stockant des vaccins inutilisés au-delà de leur date de péremption – ce que l'on a pu qualifier d'« apartheid vaccinal » – n'a fait que confirmer une fois de plus que, sous couvert d'un discours universaliste mettant en avant démocratie et droits de l'homme, l'Occident cherche toujours à protéger ses propres intérêts. Ils notent le contraste criant entre l'hospitalité généreuse dont l'Occident fait preuve à l'égard des réfugiés ukrainiens et les murs qu'il érige pour empêcher d'entrer les victimes à la peau plus foncée de ses propres guerres ratées.

Ils constatent également que, contrairement aux victimes juives du nazisme, les nombreux holocaustes perpétrés à la fin de l'époque victorienne en Asie et en Afrique, ou encore les attaques nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, sont presque tombés dans l'oubli en Occident. Il leur est difficile de ne pas remarquer une nouvelle forme belliqueuse de « négationnisme » parmi les élites des anciens pays impérialistes, qui refusent de se confronter au passé entaché de brutalités génocidaires et de spoliations de leurs nations respectives et font tout leur possible pour délégitimer toute discussion à ce sujet en la mettant sur le compte d'un « wokisme » débridé. Les chroniques populaires du monde moderne vantant la supériorité de l'Occident continuent encore aujourd'hui d'ignorer les descriptions pourtant avisées du nazisme (par Jawaharlal Nehru, George Padmore ou Aimé Césaire, entre autres sujets impériaux) comme « jumeau » de l'impérialisme occidental ; elles rechignent à analyser le lien évident qui existe entre le

massacre des populations autochtones et les atrocités génocidaires perpétrées à l'encontre des Juifs au sein même de l'Europe.

*

En 1967, le penseur iranien Ali Shariati développait au nom des « peuples plus foncés » un argument qui demeure inchangé depuis des décennies :

Pourquoi l'Occident et le christianisme devraient-ils céder la Palestine islamique en guise de dédommagement ? Pourquoi ne renonceraient-ils pas à une partie de la Pologne, où ils ont soumis les Juifs aux pires tortures ? Pourquoi ne donnent-ils pas l'un des États de la République fédérale d'Allemagne en compensation de l'Holocauste ? Pourquoi le christianisme devrait-il compenser les tortures qu'il a infligées aux Juifs au cours des deux derniers millénaires en puisant dans les poches de l'islam ? Pourquoi l'Occident devrait-il payer pour ses crimes en se servant dans les poches vides des nations du Proche-Orient ?

De ce point de vue, parmi tant d'autres, le conflit entre Israël et la Palestine diffère des nombreux autres conflits portant sur des questions d'indépendance, de territoire et de souveraineté, comme ceux que l'on observe au Cachemire, à Chypre, au Timor oriental ou encore dans les Balkans. Les partisans d'Israël arguent que les détracteurs de la « seule démocratie du Proche-Orient », aux quatre coins du monde, sont hypocrites et sinistrement obsédés par la manière dont Israël traite les Palestiniens, alors qu'ils restent indifférents aux atrocités commises par la Russie en Ukraine, à la persé-

cution dont sont victimes en Chine les musulmans ouïghours et aux massacres de masse et autres déplacements forcés qui ont cours en Syrie, au Soudan ou au Congo. Mais si Israël est au centre de l'actualité mondiale, ce n'est pas uniquement parce que son territoire abrite les lieux saints de trois grandes religions, qu'il est situé sur l'un des points les plus sensibles des réseaux de pouvoir planétaires, qu'ils soient d'ordre géopolitique ou financier, et que contrairement à la Russie, à la Chine, à la Syrie, au Soudan et au Congo, ce pays bénéficie d'un soutien moral et matériel apparemment sans limites de la part de l'Europe et des États-Unis. C'est aussi parce que les actions de cet État juif en plein Proche-Orient, créé à l'origine pour résoudre un problème occidental – la question juive – impliquent, et divisent, une grande partie de l'humanité.

La création d'Israël au Proche-Orient par des Juifs européens, au moment même où l'Europe se retirait d'Asie et d'Afrique, ne pouvait qu'avoir des répercussions bien plus conséquentes que celle de tout autre nouvel État. La décolonisation constitue pour une majorité écrasante de la population mondiale l'événement le plus déterminant du ^{xx}e siècle. La réalisation d'un rêve millénariste en Palestine, à l'heure où Asiatiques et Africains s'affranchissaient du colonialisme européen, était la garantie presque assurée que la normalisation si ardemment désirée par les sionistes européens serait impossible ; que le siècle le plus tumultueux de l'histoire juive se poursuivrait ; que les Juifs d'Israël et de la diaspora resteraient au cœur, et seraient tout à la fois l'objet et les agents, des confrontations aussi vastes que fatidiques du monde moderne : non plus cette fois entre tradition religieuse et modernité laïque, entre capitalisme et socialisme, entre démocratie et totalitarisme, mais entre Arabes et Juifs, Nord global et Sud global, Blancs et non-Blancs.

L'antagonisme entre Israéliens et Palestiniens, qui semble impossible à désamorcer, épouse aujourd'hui les contours d'une des lignes de fracture les plus traîtresses de l'histoire moderne : la « ligne de couleur », décrite par W. E. B. Du Bois comme le problème central de la politique internationale, c'est-à-dire celui de savoir « jusqu'où les différences de race [...] serviront d'argument pour refuser à plus de la moitié des habitants de la planète le droit de jouir, autant qu'ils le peuvent, des opportunités et privilèges de la civilisation moderne ». On ne saurait surestimer les risques d'un embrasement au Proche-Orient, qui finirait par consommer une grande partie du monde. Ces affrontements idéologiques déchirent d'ores et déjà le tissu social de nombreuses sociétés. Dans le contexte d'un alignement international plus marqué après les événements de Gaza et du Liban, bien des Juifs à travers le monde se retrouvent confrontés à un autre groupe de gens, infiniment plus nombreux, qui affirment également leur statut de victimes du racisme génocidaire des pays occidentaux. L'avènement d'une société civile planétaire fondée sur la transvaluation de la Shoah comme atrocité ultime, et de l'antisémitisme comme forme d'intolérance la plus odieuse, semblait jadis possible. D'autres groupes avancent désormais des revendications concurrentes, attestant de ces crimes historiques à grande échelle que furent les génocides, l'esclavage et l'impérialisme raciste, dont ils exigent reconnaissance et réparation.

Tous sont enclins à poser la question suivante : l'accent mis par l'Occident sur les crimes des totalitarismes nazi et communiste a-t-il délibérément empêché un examen plus approfondi de ce péché originel de l'Occident qu'est la suprématie blanche ? Si de nouvelles formes d'antisémitisme se sont bel et bien développées à travers le monde, qu'est-ce

qui explique l'apparition de nouvelles formes belliqueuses de philosémitisme au sein de ces mêmes pays occidentaux qui considéraient jadis les populations juives comme étrangères et inassimilables, et en ont exterminé la majeure partie ? Explorer ces transformations n'a rien d'un exercice purement théorique, à l'heure où l'extrême droite déferle sur l'Occident, brouillant cette image de démocratie libérale exemplaire qu'il prétend projeter sur le reste du monde, et où des nationalistes blancs historiquement antisémites, du Hongrois Viktor Orbán aux évangéliques américains, se joignent avec ferveur à la défense d'Israël.

Il existe de nombreuses autres questions qui, de manière troublante, demeurent inexplorées. L'américanisation de la Shoah a-t-elle déformé son histoire, et corrompu la politique étrangère des États-Unis et de leurs alliés européens ? L'impératif juif de ne pas oublier la Shoah a donné naissance à plusieurs dérivés au sein des sociétés occidentales, aspirant tous au même prestige moral et aux mêmes avantages liés au statut de victime. Les récits de souffrances issus de la Shoah, de l'esclavage et du colonialisme sont-ils voués à s'affronter, ou peuvent-ils être réconciliés ? Pour citer la célèbre phrase de Milan Kundera : « La lutte de l'homme contre le pouvoir, c'est la lutte de la mémoire contre l'oubli. » Mais à quel moment la mémoire organisée se met-elle au service d'un pouvoir brutal et sert-elle à légitimer violence et injustice ?

Les pages qui suivent tentent de répondre à ces questions. Mais elles visent avant tout à les formuler avec suffisamment de précision pour que nous puissions au moins regarder bien en face le phénomène auquel nous sommes confrontés : une catastrophe infligée conjointement par les démocraties occidentales, qui a détruit l'illusion nécessaire, apparue au

lendemain de la défaite du fascisme en 1945, d'une humanité commune étayée par un respect commun des droits de l'homme et d'un minimum de normes légales et politiques.

L'orgie meurtrière qui a débuté le 7 octobre 2023, et s'est poursuivie pendant de longs mois dans plusieurs pays, a brisé le cours du temps et fait basculer dans une autre ère le monde d'avant Gaza ; j'ai bien conscience d'écrire ici dans un étrange entre-deux séparant un passé insuffisamment compris d'un avenir menaçant, dont il nous faut identifier au plus vite les plus sinistres augures. Ce livre n'est pas, et ne peut pas être, un récit détaché des origines et de l'impact de l'événement décisif de ce début de *xxi*^e siècle. Même s'il s'appuie afin d'y voir plus clair sur des travaux universitaires, il trace ses propres chemins qui décrivent un voyage intellectuel éminemment personnel.

J'ai grandi en Inde, imprégné du sionisme révérencieux de ma famille de nationalistes hindous brahmanes. L'absence de relations personnelles avec des personnes juives et la méconnaissance d'Israël ne constituaient en rien un obstacle à notre admiration pour le sionisme. Le premier Juif dont j'ai entendu parler était un écrivain indien avant-gardiste de Bombay : Nissim Ezekiel, dont le poème « *Night of the Scorpion* » (1965) était une lecture obligatoire pour tous les écoliers d'Inde. Le deuxième était un personnage historique, David Sassoon, le plus grand homme d'affaires du *xix*^e siècle à Bombay, qui avait laissé derrière lui un riche patrimoine culturel et architectural. La présence d'Ezekiel à Bombay, au sein d'une des plus anciennes communautés juives d'Asie, ainsi que les statues, la bibliothèque, les écoles et les docks hérités des Sassoon, une famille juive originaire de Bagdad, m'ont très tôt donné l'impression que les Juifs étaient une minorité occidentalisée, certes, mais fondamentalement asia-

tique, à l'instar des Parsis d'origine perse¹. Sur les portraits d'Albert Einstein et de Rabindranath Tagore que nous possédions, les deux amis ressemblaient à des sages orientaux assis côte à côte.

Par la suite, la lecture d'ouvrages historiques et littéraires est venue dissiper ces visions enfantines et m'a fait prendre conscience des injustices subies par les Palestiniens. Un séjour en Cisjordanie en 2008 a achevé de m'arracher à cette vision indolente du sionisme comme réaffirmation et bouclier des éternels persécutés, et m'a permis d'accéder à une compréhension plus profonde du long calvaire des Palestiniens. Mais dans le même temps, partager cette compréhension nouvelle devenait de plus en plus ardu.

La mémoire des souffrances infligées aux Juifs par les nazis était le fondement sur lequel s'appuyaient le plus souvent, depuis 1945, les analyses des idéologies extrêmes et des atrocités qu'elles entraînaient, ainsi que la plupart des demandes de reconnaissance et de réparations. J'ai fini par comprendre à quel point la Shoah était devenue la norme universelle permettant d'évaluer la santé politique et morale des sociétés. J'avais moi-même recours à ce puissant critère dans mes écrits publiés dans des revues occidentales au sujet des nationalistes hindous admirateurs d'Hitler et de l'influence néfaste qu'ils exerçaient en Inde. Je citais souvent l'expérience juive en matière d'intolérance pour mettre en garde contre la barbarie qui devient possible dès lors que certains tabous sont brisés.

Mais ma culture indienne et mes interactions avec des sociétés non occidentales m'ont par ailleurs conduit à mettre l'accent sur un autre aspect de ces questions : elles m'incitèrent en effet à considérer l'apocalypse raciale du milieu du xx^e siècle en Europe non pas de manière isolée, mais en parallèle avec d'autres atrocités subies par les minorités et les

peuples colonisés à l'époque moderne. Le sionisme m'apparut lui aussi sous un jour différent, indissociable des projets rédempteurs d'autres peuples humiliés d'Asie et d'Afrique, de par ses motivations initiales autant que ses mutations ultérieures. Vivre de près l'essor du nationalisme hindou au cours des années 1990 et 2000 m'a permis de mieux comprendre comment la mémoire collective était manipulée par les mouvements idéologiques, dont la violente expansion et la mentalité d'assiégés s'intensifiaient mutuellement.

Dans mes tentatives éparses d'aborder le sujet de la Palestine depuis ce point de vue extérieur à l'Occident et au Proche-Orient, j'ai pris conscience de l'insidieux régime de répression et d'interdits qui avait cours dans le monde occidental. Palestiniens et Arabes connaissaient depuis des décennies les nombreuses lignes rouges cachées limitant tout débat sur la trajectoire d'Israël ; les preuves qu'ils pouvaient avancer d'un recours abusif à la mémoire de la Shoah, que ce soit par les dirigeants israéliens, les politiciens antisémites ou les agitateurs islamophobes étaient depuis longtemps jugées indésirables. Mais leurs points de vue n'étaient pas les seuls à être censurés ou ignorés : les classes dirigeantes occidentales – et cela est devenu particulièrement flagrant ces derniers temps – semblaient avoir décrété une proscription plus large dans leurs efforts pour protéger Israël de toute critique.

Ce despotisme intellectuel à l'œuvre dans toute une série d'institutions – des musées, universités et autres maisons d'édition aux grandes entreprises, banques et associations à but non lucratif – s'est fait de plus en plus punitif à mesure que le joyeux massacre d'innocents à Gaza s'accélérait². J'ai donc fini par me sentir presque obligé d'écrire ce livre, pour apaiser ma perplexité et mon découragement face à un effondrement moral généralisé, et inviter le lecteur à se lancer

dans une quête d'éclaircissements qui semble plus pressante que jamais en cette période sombre.

Une motivation personnelle plus profonde m'animait également. S'efforçant en 1945 de distinguer les différents types de culpabilité hérités de la guerre, le philosophe Karl Jaspers développa le concept de « culpabilité métaphysique » – le mal dont souffrent ceux qui prennent conscience, impuissants, de l'inconcevable barbarie qui règne parmi eux. « Il existe entre les hommes, écrivait Jaspers, du fait qu'ils sont des hommes, une solidarité en vertu de laquelle chacun se trouve co-responsable de toute injustice et de tout mal commis dans le monde, et en particulier les crimes commis en sa présence ou sans qu'il les ignore. Si je ne fais pas ce que je peux pour les empêcher, je suis complice » (*La Culpabilité allemande*).

C'est cette culpabilité qui me pousse à écrire – condition partagée par un grand nombre d'êtres humains après la série de massacres de masse perpétrés par Israël au Proche-Orient, et retransmis en direct dans le monde entier – et le devoir, aussi, qu'ont les vivants à l'égard des innocents qui ont perdu la vie. J'écris en outre avec la conviction qu'il existe bel et bien une solidarité entre les êtres humains en tant que tels, qui ne s'arrête pas à la ligne de couleur.